

# va la Résistance algérienne ? (1)

Pour le règlement du conflit européen, Messali a fait sien la proposition d'un « Aix-les-Bains algérien » formulé d'abord par Jean Rous qui s'est découvert depuis plusieurs années déjà la vocation de raccommodeur de la porcelaine impérialiste. L'évocation d'Aix-les-Bains n'est pas des plus heureuse, si l'on se souvient que ce fut une sinistre mascarade montée par Edgar Faure et Pinay pour meubler le temps perdu et isoler l'istiglal, et que cette entreprise fut violemment dénoncée par les résistants marocains.

Quant au fond, le M.N.A. préconise les modalités suivantes: négociations sans préalable et sans conditions d'un cessez-le-feu, élections sous contrôle international d'une Assemblée constituante, négociations entre représentants élus pour déterminer les relations entre la France et l'Algérie. Cette procédure rappelle un peu le fameux « tryptique » de Guy Mollet. Elle tend essentiellement à dénier le droit au F.L.N. de négocier seul avec l'impérialisme et de constituer un gouvernement provisoire qui établirait les premières bases d'un accord en échange du cessez-le-feu. Le F.L.N. entend engager les pourparlers en vue du cessez-le-feu sur la base de l'indépendance, c'est-à-dire qu'il se refuse de dissocier le problème militaire du problème politique, d'arrêter le combat sans que l'indépendance soit garantie. Le F.L.N. se croit seul habilité à entreprendre les négociations en tant qu'émanation des forces combattantes centralisées et entrevoit la multiplication des partenaires comme une diversion propre à favoriser les manœuvres impérialistes. Il estime que les élections sont du seul ressort des Algériens eux-mêmes.

Sous son apparence de démocratie formelle, la proposition du M.N.A. revient rien moins qu'à ériger l'impérialisme mondial en arbitre des différends intérieurs des Algériens. De « libres élections » contrôlées par quelques dizaines ou centaines d'observateurs gouvernementaux étrangers, opérées sous l'administration colonialiste solidement en place et en présence d'un demi-million de soldats français, c'est un beau leurre. C'est lâcher la proie pour l'ombre. L'Armée de libération n'a pas combattu héroïquement depuis trois ans pour ce jeu de poker.

L'état-major de l'Armée de libération traduit plus fidèlement les aspirations populaires que la majorité des gouvernements occidentaux issus de scrutins tronqués à des degrés divers. On n'a demandé ni à Bourguiba, ni au Sultan du Maroc d'organiser des élections préalablement aux négociations pour l'indépendance.

Les dirigeants des forces du maquis demeurent la représentation la plus sincère du peuple algérien jusqu'au moment où il sera possible aux Algériens d'organiser eux-mêmes des élections libres pour une constituante souveraine.

Ce qui différencie le trotskysme des autres courants ouvriers, c'est le soutien inconditionnel que nous accordons à la révolution algérienne. Ce soutien est déterminé fondamentalement par la juste cause du peuple algérien et indépendamment de la politique menée par ses organisations. Notre analyse et nos critiques à l'égard de cette politique ne servent pas d'alibi au relâchement de notre solidarité foncière et agissante. C'est dire aussi que nous n'avons aucun besoin d'idéaliser, d'embellir la résistance algérienne, mais de bien la voir telle qu'elle est.

La voie choisie par le M.N.A. nous a paru dangereuse dès le début. Il ne peut y avoir de lutte sur deux fronts dans la guerre révolutionnaire. Faute de s'en être rendu compte, le M.N.A. a acculé Bellounis à opter pour le rôle des sectes vietnamiennes, à se ranger dans le camp impérialiste. Il n'a pas encore trouvé la force ni d'approuver Bellounis ni de le désavouer franchement. Le groupe des supporters français du M.N.A. qui se compose de quelques francs-maçons notoires, d'autres qui le sont moins et de pseudo trotskystes, s'est également réfugié dans un silence sans gloire. Les conseillers ne sont pas les payeurs (c'est le moins que l'on puisse dire).

Les transformations du nationalisme algérien n'en sont qu'à leurs débuts. Les pas les plus importants ont été franchis à nos yeux par le F.L.N. qui a le mérite d'avoir déclenché la révolution et d'assumer la direction de la lutte du peuple algérien. Le combat grandiose qu'il mène mérite qu'on lui témoigne respect et sympathie et que l'on mesure les critiques qui peuvent lui être adressées. Nous nous adressons de même aux membres du M.N.A. en tant que militants nationalistes sincères qui font fausse route. Nous ne distinguons pas dans l'un ou l'autre de ces mouvements un courant plus ouvrier. Nous nous bornons de constater que le F.L.N. se trouve à l'avant-garde du combat alors que le M.N.A. dont les effectifs et l'insuffisance sont en régression constante marque le pas et même se décompose politiquement.

Des courants politiques plus clairs et plus nettement dessinés se feront jour au travers des phases ultérieures de la révolution. La construction du socialisme se trouvera posée en Algérie comme ailleurs, et peut-être plus vite qu'ailleurs. Elle sera l'œuvre de la fraction la plus conséquente du nationalisme révolutionnaire qui entendra conduire jusqu'au bout l'émancipation du peuple algérien.

Robert LEBLOND.

## La pacification au Kamerun

Promu premier ministre du Kamerun à la suite d'élections marquées par un abstentionnisme massif répondant au mot d'ordre de l'U.P.C. clandestin, M. M'Bida, apparenté socialiste à Paris et démocrate chrétien à Yaoundé est venu dans la métropole solliciter des renforts de troupes en vue de pacifier son pays.

Certaines concessions ont été accordées au Kamerun qui n'ont pas conduit à la détente recherchée du fait que l'on a maintenu dans l'illégalité l'organisation nationaliste la plus représentative et que l'on s'est refusé à promulguer l'amnistie. La répression s'est même abattue de plus belle. Les prisons regorgent de détenus. Les étudiants kamerunais solidaires en majorité du mouvement nationaliste se sont vu supprimer leurs bourses par le premier ministre M'Bida.

M'Bida se fait fort de mener à terme la « pacification » et de réduire les maquis. Le gouverneur socialiste Messmer préférerait des manières plus douces dit-on. Il n'y a pas de doute pourtant que l'administration française toujours toute puissante redoute le retour à la légalité de l'U.P.C., en raison de la popularité de ce mouvement et de sa tendance politique très marquée qui lui a valu son exclusion du R.D.A.

## SOLIDARITÉ avec les travailleurs algériens

Ratissages, râfles, arrestations, brimades frappent jour nellement nos camarades algériens.

C'est dans un climat permanent d'anxiété et d'incertitude que vivent des dizaines de milliers d'entre eux. Ils affrontent courageusement cette répression, confiants dans l'issue finale de leur lutte libératrice. Cependant nous sommes à même de constater, après eux, qu'ils ne rencontrent pas toujours l'aide et le réconfort qu'ils sont en droit d'attendre de la part de la classe ouvrière du pays oppresseur et principalement des organisations syndicales et politiques dirigeant cette dernière.

A ce jour des dizaines, des centaines d'Algériens travaillant ou résidant en France ont été arrêtés, emprisonnés, déportés et internés dans des camps dans leur propre pays mis en coupe réglée par les Massu-Lacoste.

Pour certains d'entre eux, on est encore sans nouvelles. C'est le cas par exemple de Kaabane Mouloud, Hasni Ali membres du Comité directeur de l'Amicale Générale des Travailleurs Algériens (A.G.T.A.) arrêtés dans la nuit du 6 au 7 décembre 1957 et de Boulahbal, membre du Comité local de l'A.G.T.A. de Lyon arrêté le 12 novembre 1957.

On pourrait encore allonger la liste. D'un point de vue politique, l'aspect le plus hypocrite de cette répression a trait aux arrestations qui frappent les dirigeants et responsables d'Organisations légales comme l'A.G.T.A. dont la composition du Comité directeur est, de ce fait, connue et exigée de la police. Les arrestations de Dib Messaoud, Belouchrani Saïd dit Omar avec celles citées plus haut, les visites, perquisitions successives au domicile de responsables de cette organisation visent à « gêner » l'activité de l'A.G.T.A. par un « grignotage » progressif et continu ainsi que l'exprime *L'Ouvrier Algérien en France* (n° 3, décembre 1957), organe de l'A.G.T.A.

Très souvent des travailleurs algériens sont arrêtés à la sortie de l'usine ou sont convoqués au bureau du personnel par le patron qui, en fait, les remet dans les mains des policiers. Tous ces camarades algériens bénéficient d'une solidarité tout à fait insuffisante de la part des organisations ouvrières françaises. Pour l'essentiel (démarches multiples, défense, correspondance, colis, aide aux familles, etc...), la solidarité repose exclusivement sur leurs compatriotes.

La protection la solidarité à l'égard de nos frères algériens victimes de la répression sont un impératif pour nous tous, ouvriers français. Ils doivent trouver près de nous les mêmes « complicités » que les agents de la D.S.T. près des patrons ouvriers, militants français doivent mettre en application les principes les plus élémentaires de l'internationalisme et de la solidarité ouvrière.

Tous les locaux ouvriers doivent être mis à la disposition de nos camarades algériens, les foyers ouvriers doivent s'ouvrir à ceux que les « visites » et perquisitions policières jettent pratiquement à la rue, l'organisation de la solidarité financière et autre doit devenir une préoccupation permanente de la vie syndicale et politique.

La France de 1957 ne doit pas devenir pour nos frères algériens l'Allemagne fasciste de 1933 pour les militants communistes et socialistes allemands.

LA LUTTE DES ALGERIENS EST LA NOTRE.

## LE CERCLE KARL MARX

organise le VENDREDI 24 Janvier à 20 h. 30, à la Mutualité (Salle M) 24, Rue Saint-Victor

**UNE CONTROVERSE**

sur

**" LA RÉVOLUTION QUI VIENT "**

(Les voix nouvelles du socialisme)

entre les camarades

**Yvan CRAIPEAU**

de l'Union de la Gauche Socialiste  
auteur de l'ouvrage

**Pierre FRANK**

du Parti Communiste Internationaliste  
(Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)